

L'Adresse

C'est intéressant de voir les répercussions de l'Accord de libre-échange dans des localités comme Osoyoos, où j'habite. Un commerçant de la localité d'Osoyoos située le long de la frontière, Keith Sheardown, qui exploite le magasin Super Value n° 36, m'a fait parvenir une lettre dans laquelle il énonce les problèmes qu'il éprouve, notamment en ce qui a trait aux produits laitiers et au fromage.

M. Sheardown explique qu'un magasin Super Value situé à une trentaine de milles de la frontière peut vendre son lait à un prix sensiblement plus élevé que lui.

Ce magasin exige 4,45 \$ pour un contenant de quatre litres alors que de l'autre côté de la frontière, le même contenant de lait coûte 1,99 \$. M. Sheardown ne peut obtenir son lait au même prix, ce qui, évidemment, pose des problèmes. Cette situation entraîne des pertes d'emplois et des faillites. Le nombre de faillites au Canada et en Colombie-Britannique est certainement à la hausse, en partie à cause des achats aux États-Unis.

Même si le discours du Trône renferme de belles paroles et de beaux projets, les antécédents du gouvernement et la situation au Canada sous son régime sont déplorable. Dans ce contexte, le discours du Trône me fait songer à un mot: «hypocrisie».

M. Dave Worthy (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, une partie de ma circonscription voisine celle dont le député vient tout juste de parler. Nos deux circonscriptions englobent de belles grandes régions rurales. Un bon nombre des observations qu'il vient de formuler indiquent que ses électeurs lui tiennent les mêmes propos que les miens au sujet de Radio-Canada, de la GRC et de l'éducation.

J'imagine que cela illustre le filtrage fait par la Chambre et les députés. En effet, beaucoup d'autres personnes dans ma circonscription et dans celle du député nous disent exactement le contraire. Naturellement, j'imagine que c'est le rôle des partis politiques que de faire ce filtrage et d'essayer d'influer sur l'orientation à choisir.

C'est intéressant. En fin de semaine, quelqu'un de sa circonscription me disait à quel point il trouvait ridicule que le gouvernement continue de verser 1,4 milliard de dollars au réseau national de Radio-Canada.

Les gens reconnaissent que Radio-Canada a un rôle utile à jouer au Canada, mais ils se demandent s'il est nécessaire d'y injecter tant d'argent.

Les électeurs du député me pressent, et je suis convaincu qu'ils le pressent lui aussi, de tenter de conserver la valeur et les avantages de la SRC, mais de continuer de réduire le déficit et les crédits versés à cette société.

D'autres aussi pensent la même chose. Je dois aussi appuyer mon collègue de l'Okanagan lorsqu'il exprime sa préoccupation devant les problèmes que connaîtrait le Canada rural si l'on mettait fin à la situation monopolistique actuelle dans le domaine des communications.

En tant qu'ancien homme d'affaires, je sais que dans la bande méridionale du Canada où vit 95 p. 100 de notre population, nous avons l'esprit d'entreprise et les gens nécessaires pour être concurrentiels.

Pour le Canada rural, ce sera un problème véritable. Je demande ce qui suit au député: Avec toutes ses réflexions sur la question, entrevoit-il une solution? Si Unitel réussit, peut-on avoir l'assurance que la population des zones rurales de sa circonscription et de la mienne pourront continuer de recevoir les services qu'ils reçoivent maintenant dans une situation de monopole?

M. Whittaker: Je remercie le député de sa question.

En ce qui concerne la demande d'Unitel, je voudrais tout d'abord déclarer qu'on s'est aperçu aux États-Unis, à la suite de la déréglementation des services téléphoniques, que les citoyens à faible revenu de certains États avaient beaucoup de difficulté à obtenir des services téléphoniques à cause de l'augmentation du prix—comme je l'ai déjà signalé—des services qui sont actuellement offerts. D'après ce que je comprends de la demande d'Unitel, il semble que cette société ne souhaite pour le moment qu'offrir des services de communication interurbains. Elle ne veut pas offrir de services dans les plus petites collectivités.

Si on scinde en deux les services fournis, je pense que l'expérience vécue aux États-Unis montre que les coûts assumés par les collectivités rurales augmenteront. C'est nous qui, en dernier ressort, assumerons le coût de la division des services et de la déréglementation.

Si je comprends bien, la société B.C. Tel, même si elle s'oppose à la demande d'Unitel, a elle aussi présenté une demande au CRTC, afin de pouvoir demander ces divers